

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



La révolution anglaise

Francine Bordeleau

Numéro 93, printemps 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/37821ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bordeleau, F. (1999). La révolution anglaise. *Lettres québécoises*, (93), 17–21.

La révolution anglaise

Depuis une quinzaine d'années, la littérature anglo-québécoise est en pleine renaissance. Mais à cause de la barrière linguistique, le Québec francophone continue de méconnaître ces écrivains de l'« autre solitude » que New York, Londres et même Paris commencent à plébisciter.

DOSSIER
Francine Bordeleau

« **A** QUAND LE PRIX ATHANASE-DAVID à un grand écrivain comme Mavis Gallant ? » Cette question adressée au gouvernement du Québec — puisque c'est lui qui décerne le prix —, ils sont de plus en plus d'anglophones à la poser. Dans la foulée, Linda Leith, vice-présidente de la Quebec Writers' Federation (QWF), remarque que tous les Prix du Québec, qui constituent les plus prestigieuses récompenses décernées ici à des créateurs et à des intellectuels, ont déjà été attribués à des Québécois non francophones. Tous, sauf le prix Athanase-David, qui honore les écrivains. Aussi est-il permis de penser que ce prix dévolu à la littérature a acquis valeur de symbole. De symbole linguistique s'entend, donc identitaire. Le prix Athanase-David à la Montréalaise Mavis Gallant ? Il y a fort à parier que l'événement susciterait une levée de boucliers chez les gardiens du fait français. Comme quoi, de dire Linda Leith, « il est difficile pour les francophones d'accepter que les anglophones sont eux aussi des Québécois ».

Du côté francophone, on a tendance à avoir un point de vue assez simple sur la culture et la littérature québécoises : celles-ci ont pris appui sur le français, et continuent d'être définies par cette seule langue. Sans doute soupçonne-t-on qu'à Montréal une littérature — et un théâtre, un cinéma, une musique... — se fait en anglais. Mais on la rattache volontiers au « ROC », au *Rest of Canada*, et on la voit d'emblée comme marginale. Ces livres et leurs auteurs n'existent qu'une fois traduits en français.

« La littérature anglophone occupe une très petite place dans l'espace culturel québécois », confirme Lianne Moyes, professeure au Département d'études anglaises de l'Université de Montréal. Une importante communauté d'écrivains et d'éditeurs, concentrée dans la métropole, mais également représentée en Estrie, s'est pourtant constituée. Et à cause d'elle, il nous faudra bien admettre, comme le souligne encore Mme Moyes, que « la littérature québécoise est hétérogène », qu'« il n'y a plus de rapports simples entre territoire, nation, langue, culture ».

Des identités mouvantes

C'est une brèche qu'ont ouverte, justement, ces écrivains et théoriciens dits « de l'hétérogénéité », Régine Robin en tête. On ne s'étonnera pas que, au Québec, le concept alimente de plus en plus la dis-

cussion intellectuelle : il a trouvé à se concrétiser avec les Dany Laferrière, Émile Ollivier, Ying Chen, Sergio Kokis, Marco Micone, Gloria Escomel, Régine Robin et plusieurs autres. Mais la très grande majorité de ces écrivains originaires d'ailleurs, et aujourd'hui associés aux lettres d'ici, écrivent en français. On aura donc moins de réticence à les reconnaître comme faisant partie des nôtres. Ne dit-on pas, du reste, qu'ils enrichissent la littérature québécoise en lui apportant une sensibilité autre ?

Avec les anglophones, les choses sont quelque peu différentes. Qu'ils soient nés ici ou ailleurs, qu'ils soient installés au Québec depuis six mois ou vingt ans, la chose est entendue : pour des raisons diffuses qui appartiennent autant à la langue qu'à la politique, on en fait des écrivains canadiens.

Voilà certes une épithète que tous ne refusent pas.

Jusque vers 1975, les écrivains anglophones s'identifiaient eux-mêmes comme Canadiens surtout. Aujourd'hui, à cause du contexte culturel du Québec, la communauté conçoit que cette question n'est pas simple. On ne peut pas s'identifier seulement comme Canadiens,

souligne Lianne Moyes.

Prenez Neil Bissoondath, par exemple. L'auteur de *Retour à Casaquemada*¹ et de *Selling Illusions*, une critique du multiculturalisme qui a causé des remous au Canada anglais lors de sa parution en 1994² — mais qui fut bien accueillie au Québec —, peut se targuer d'un parcours mouvementé : ses grands-parents sont Indiens, mais lui est né à Trinidad, est arrivé à Toronto en 1973 à l'âge de dix-huit ans, a choisi de s'installer à Montréal en 1989 et vit maintenant à Québec. « Au début, on me présentait comme un écrivain antillais, histoire de vendre un certain exotisme », dit Bissoondath. Or, lui-même trouve l'étiquette réductrice.

Je me méfie de toute identification nationale, ça ne dit absolument rien. Et l'idée d'une littérature nationale me rend un peu mal à l'aise. La seule boîte que j'accepte, c'est celle de l'écrivain canadien, mais uniquement parce qu'on y retrouve une très grande variété, parce qu'elle est immense.



Sergio
Kokis



Neil
Bissoondath

La trajectoire de Bissoondath ressemble à celle de nombre d'écrivains anglophones. « Beaucoup sont des immigrants. Le mouvement s'est amorcé dès l'entre-deux-guerres, par exemple avec Abraham Moses Klein et Irving Layton », rappelle l'écrivain et traducteur David Homel, lui-même originaire de Chicago.

A. M. Klein et Irving Layton, deux Juifs d'Europe de l'Est, font partie des fondateurs de la littérature anglo-québécoise. « Et c'est à Montréal qu'est née la littérature canadienne moderne », insiste encore Homel.

Avec les Klein, Layton, Hugh MacLennan, F. R. Scott, Leonard Cohen — un autre immigrant —, Mavis Gallant, notamment, la littérature



Régine Robin

Pour sa part, Gail Scott dit qu'

il est difficile de généraliser quand on parle de la communauté anglophone. En tout cas le milieu est actuellement en pleine crise identitaire. Moi-même, je suis une écrivaine de quel pays ? Je ne peux pas répondre que je suis une écrivaine canadienne. Je suis Anglo-Québécoise. Mais je me demande si je ne suis pas Montréalaise, tout simplement.



David Homel

Cette crise identitaire est attribuable à la question référendaire et à l'évolution du Québec, estime-t-elle. Les anglophones, qui appartiennent à un groupe majoritaire en Amérique du Nord, sont minoritaires ici. Voici ce qui, pour Gail Scott, fait de Montréal une ville unique et stimulante : on y voit comment une culture minoritaire (celle du Québec francophone) influence une culture conçue comme dominante. Aussi inconfortable soit-elle, cette situation s'avère pour plusieurs extrêmement stimulante. « Dans les pays doux comme celui-ci, il peut être intéressant, voire avantageux d'être minoritaire : ce statut finit toujours par être exalté », estime du reste David Homel.

La nécessaire rencontre

Voilà quelques mois, en novembre, David Homel était élu secrétaire de l'Union des écrivaines et écrivains du Québec (UNEQ). À en croire Pierre Lavoie, directeur général de l'organisme, l'événement n'est nulle-

ment anodin. « Pendant longtemps une sorte de solitude a sévi entre les deux communautés. L'élection de David Homel signifie donc un changement notable », dit-il.

On oublie peut-être que, par-delà les intérêts stricts de ses membres, l'UNEQ se veut une organisation très militante. « Le travail pour la souveraineté et la défense de la francophonie sont deux de nos priorités », rappelle M. Lavoie. Il y aurait là juste assez pour que les anglophones se sentent exclus. Ceux-ci ont d'ailleurs leurs propres associations : la QWF, fondée en 1993 dans la foulée du coup d'envoi de la politique culturelle, et la Writers' Union of Canada, un organisme national dont les bureaux sont à Toronto qui fut déjà présidé par Trevor Ferguson et dont le président actuel est Peter McFarlane, un autre Québécois. À cela s'ajoute la Quebec Society for the Promotion of English Language Literature (QSPELL). Apparue en 1986, la QSPELL décerne chaque année des prix littéraires et vient de fusionner avec la QWF. (D'ailleurs, Hélène Rioux vient de remporter le prix de la traduction 1998 pour le roman de Yann Martel, *Self*.)

Depuis quelque temps toutefois, les deux solitudes prennent conscience qu'elles ont des intérêts communs.

« Des alliances sont nécessaires pour ce qui concerne la promotion de la lecture et du livre, les questions fiscales, les subventions », affirme M. Lavoie. On peut aussi ajouter la problématique des droits électroniques, qui constitue actuellement le grand cheval de bataille de la QWF. L'organisme est à l'origine d'un recours collectif contre *The Gazette*, qui publie les articles de ses pigistes sur son site électronique sans rémunération supplémentaire.

Nous demandons 33 millions de dollars au journal, pour près de 800 pigistes. Le procès durera des années, mais si nous gagnons, la loi [sur les droits d'auteur] devra changer. L'UNEQ et la Writers' Union, vivement intéressées par cette cause, nous aident financièrement, dit Peter McFarlane.

Les anglophones ont en outre envie d'établir des liens avec le monde francophone. « Nous voulons faire partie de cette société et de sa communauté littéraire », dit Linda Leith. Celle-ci organisait, en octobre 1996 — soit un an après le référendum —, la première édition du festival bilingue « *Write pour écrire* », avec quatre écrivains francophones et quatre anglophones.

Quatre cents personnes sont venues au Lion d'or ! En plus de nous faire connaître auprès du grand public francophone, ce festival a vraiment été le commencement d'une nouvelle étape dans le milieu littéraire, soutient M^{me} Leith.

Au printemps de 1997, Lianne Moyes devenait l'instigatrice, avec Pierre Nepveu, d'un colloque sur la littérature anglo-québécoise à l'Université de Montréal. Événement sérieux : on a par exemple cherché à définir le concept de « littérature québécoise » et ses enjeux.

« Write pour écrire », le colloque, le prix de la traduction que vient de créer QSPELL : tout cela montre qu'il y a maintenant un questionnement dans la communauté. On se demande en



Dany Laferrière

■ *effet ce que cela implique d'être anglo-québécois, qu'est-ce que ça veut dire au juste,* souligne M^{me} Moses.

Ce questionnement existentiel n'est pas sans rappeler celui des Québécois francophones. Il montre aussi que les William Johnson et Mordecai Richler n'ont pas tellement d'émules. « Le discours de Richler ne tient plus pour la nouvelle génération », précise du reste Helen Servinis, chroniqueuse au *Montreal Review of Books (MRB)* et professeure au collège John-Abbott. « L'incertitude politique ? Ça existe ici, mais ça existe partout », ajoute-t-elle.

La barrière linguistique

Mordecai Richler, c'est un extrême. Son antithèse pourrait par exemple s'appeler Gail Scott, qui vit autant en français qu'en anglais et est très liée aux féministes québécoises. Ou Neil Bissoondath, pour qui « l'idée que les anglophones soient opprimés par la loi 101 constitue une aberration ». Ou David Homel, le traducteur attiré de Dany Laferrière. Ou encore Robert Davies, qui possède sa propre maison d'édition (les Éditions Multimédia Robert Davies) et est le président de l'Association of English-Language Publishers of Quebec (AEAQ). Tous quatre sont bilingues et sans doute se sentent-ils davantage, pour cette raison même, partie prenante de la société québécoise.

Bilingues ou pas, la plupart des anglophones font néanmoins de la souveraineté une question « sensible ». Mais cette question n'est pas abordée si souvent dans la fiction. *Jacob's Ladder* — « un livre différent et amusant », assure son traducteur Ivan Steenhout — parle bien du référendum de 1995, mais en arrière-plan.

Mon héros vit en banlieue et, comme tous les personnages du livre, il présente un aspect névrotique. Autour de lui tout change, mais lui n'aime pas les changements en quelque matière que ce soit. Il est attaché au statu quo en tout, y compris pour ce qui concerne l'avenir du Québec,

explique l'auteur Joel Yanofsky.

Dans la banlieue de Yanofsky, on ne rencontre guère de francophones. Pas plus que dans le Parc-Extension de Ferguson, où ils jouent un rôle accessoire. La fiction met souvent en scène des mondes étanches, évoluant pratiquement en vase clos. Cela n'a pas empêché Ferguson de rejoindre un vaste public francophone et c'est dans la foulée de ce succès que Marie-Madeleine Raoult, directrice des Éditions de La Pleine Lune, a décidé de traduire Yanofsky ou Denise Roig.

La traduction reste de loin la meilleure façon de faire connaître les écrivains anglophones. Or, elle coûte cher, et « les programmes d'aide sont nettement insuffisants », déplore Ivan Steenhout. « Ce n'est pas compliqué : il faudrait doubler les budgets », renchérit Robert Davies. À l'heure actuelle, le Conseil des Arts du Canada (CAC) subventionne la maison d'édition en fonction d'un tarif équivalant à 0,20 \$ le mot pour la poésie, et à 0,12 \$ le mot pour les autres genres. « Il est inadmissible que le CAC accorde les mêmes tarifs à l'essai et au roman. Dans le cas de la fiction,

le tarif acceptable serait plutôt de 0,17 \$ ou même de 0,20 \$ le mot », dit Steenhout. « C'est le dilemme classique : si nous augmentons le tarif au mot, nous sommes forcés de réduire le nombre de traductions », répond Gordon Platt, chef du Service des lettres et de l'édition au CAC. « En outre, notre programme est un programme d'aide. Les éditeurs devraient donc contribuer eux aussi aux honoraires des traducteurs. »

Le problème est complexe, fait encore valoir M. Platt. Au départ, les traductions sont plus difficiles à vendre — un constat que les éditeurs sont les premiers à établir. Quant aux écrivains majeurs ou célèbres — vendeurs, ceux-là —, ils ont des agents qui négocient les droits mondiaux pour les traductions françaises, et chercheront un éditeur susceptible d'assurer une diffusion mondiale. C'est ainsi que les grosses maisons (françaises) comptent à leur catalogue non seulement les auteurs étatsuniens, mais aussi les Margaret Atwood, Robertson Davies, Michael Ondaatje, Carol Shields, Neil Bissoondath, Mavis Gallant³...

Le cas de Trevor Ferguson, dont le dernier livre a été acheté par une maison new-yorkaise, illustre bien ces tractations entre agents et éditeurs. « Mon éditeur américain veut choisir le traducteur, pour ma part je veux rester fidèle à Marie-Madeleine Raoult [de La Pleine Lune] qui m'a fait connaître en français... » Plus souvent qu'autrement, les éditeurs québécois prennent les risques tandis que les maisons françaises se rabattent sur les valeurs sûres.

Par ailleurs, les barrières linguistiques rendent les promotions plus difficiles. On hésitera à solliciter une entrevue avec un écrivain qui ne parle pas français, par exemple. Ferguson, qui s'exprime dans un français laborieux, constitue donc « une victoire sur les médias », croit David Homel.

« Nous examinons la possibilité de développer des programmes permettant de meilleures campagnes promotionnelles pour les livres en traduction », dit Gordon Platt. En fait, le CAC veut élaborer des outils plus efficaces et raffinés que ceux déjà offerts aux éditeurs. À l'heure actuelle, les programmes leur accordent 2 000 \$ par livre. « Ce n'est pas beaucoup, mais une ou deux publicités supplémentaires n'y changeraient rien. On songe plutôt à aider les librairies à vendre les livres et à organiser des tournées d'auteurs. »

Dans la foulée du Sommet du livre et de la lecture du printemps de 1998, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) devrait également instaurer un programme d'aide à la traduction. « Ce programme s'inscrit dans l'objectif de l'organisme, qui est de favoriser le rayonnement de la littérature québécoise », souligne Louis Dubé, chargé de projet livre et édition à la SODEC.

Anglophones ou francophones — en autant qu'elles soient québécoises —, les maisons d'édition pourraient compter sur une enveloppe annuelle globale de 200 000 \$.

Entre Toronto, New York et Londres

Pour les écrivains, la traduction en français n'est pas qu'une affaire commerciale. « Par la traduction, j'ai davantage l'impression d'appartenir à la littérature québécoise en général », dit ainsi Neil Bissoondath. « Il est important pour moi d'être traduit en français, d'être connu du public francophone parce que je vis ici », renchérit Joel Yanofsky.

Référendum ou non, les écrivains anglo-québécois vivent ici parce qu'ils l'ont choisi. En 1995 — ni même, apparemment, en 1980 —, il n'y a pas eu d'exode massif vers Toronto. « Pourtant, sur le plan



Ying
Chen



Mordecai
Richler

strictement économique, les choses y sont plus faciles ici pour les écrivains », souligne Peter McFarlane.

« Dans les années quarante et cinquante, la vie littéraire anglophone se passait vraiment à Montréal, rappelle Helen Servinis. Maintenant tout s'est déplacé vers Toronto. »

La métropole canadienne regroupe les grands médias, les gros éditeurs, les réseaux de distribution, les agents littéraires importants... L'agent, ce personnage inconnu du système éditorial francophone, est apparu à Toronto dans les années soixante-dix, sous l'influence du système anglo-saxon. Impossible, désormais, de publier sans lui, du moins si on cherche un éditeur torontois. Et plusieurs Anglo-Québécois publient à Toronto, qui constitue « la porte d'entrée des grands marchés de New York et de Londres », dit Neil Bissoondath. *The Worlds Within Her*, son dernier roman, est paru en octobre à Toronto ; il sera publié aux États-Unis et en Grande-Bretagne l'an prochain.

Entre les métropoles canadienne et québécoise, les rapports ne sont pas forcément simples. « Quand nous, les Anglo-Montréalais, arrivons à Toronto, il y a un malentendu culturel. Aucune identification n'est possible, il y a même une hostilité entre les deux villes. Pour tout dire, Toronto ne sait pas quoi faire de nous », soutient ainsi David Homel, qui publie pourtant chez un éditeur torontois.

Pour sa part, Linda Leith estime que

[I]es Canadiens anglais ne s'intéressent pas beaucoup à ce qui se passe ici. Le Québec, pour eux, c'est la littérature francophone. Plusieurs Anglo-Québécois seraient mieux connus au Canada s'ils venaient en fait de Vancouver, de Winnipeg ou bien sûr de Toronto. Les anglophones de Montréal sont en quelque sorte invisibles.

L'éditeur Robert Davies, lui, parle au contraire de « rapports très chaleureux entre Toronto et Montréal, du moins en ce qui concerne le domaine du livre ». De même, il est l'un des rares à ne pas se plaindre des médias nationaux. « Nos livres obtiennent une très bonne couverture, même dans le *Globe and Mail* ». Allez donc savoir ! Selon Davies, les éditeurs de langue anglaise — ils sont environ vingt-cinq au total ; l'AEAQ compte une douzaine de membres — ne vendent qu'une petite partie de leur production au Québec ; ils doivent bien avoir une certaine renommée pour exporter autant. « On commercialise la moitié de notre production aux États-Unis et notre identité nationale ne nous cause aucun problème. Ils se demandent seulement si le livre a un marché. »

Davies a par exemple lancé, l'automne dernier, une collection de livres jeunesse à... Saint Paul, capitale du Minnesota. Les États-Unis, rappelle-t-il, ce n'est pas uniquement New York. Du reste, dans cette ville, il existe aussi de petits éditeurs, et ceux-là sont peut-être plus susceptibles de s'intéresser à la littérature anglo-québécoise.

Mondialisation... états-unienne

Les difficultés des éditeurs anglo-montréalais — car ils en ont bel et bien — sont ailleurs, soutient le président de l'AEAQ. « À l'échelle mondiale, le secteur de l'édition appartient en gros à dix grands groupes. Publier à Montréal n'est pas un handicap. Le handicap réside dans le fait

d'être petit par rapport à de grands groupes. » Il va sans dire que les éditeurs francophones, « phagocytés, colonisés par l'édition française », sont eux aussi confrontés à ce phénomène de concentration.

Le livre français débarque ici en masse, mais il est cher. Voilà peut-être ce qui permet encore à l'édition québécoise d'assez bien tirer son épingle du jeu. Le livre états-unien, lui, soumet le livre anglo-québécois à « une concurrence énorme, incroyable », dit Gordon Platt. « À cause des tirages, les coûts de production sont très bas : 2 \$ ou 3 \$ par titre. Ça permet de vendre le livre états-unien entre 10 \$ et 15 \$. »

Plus encore que le milieu francophone, le milieu anglo-montréalais est aussi affecté par les grandes surfaces. Chapters, le groupe d'achat canadien qui possède 50 méga-librairies et contrôle plus de 50 % du marché canadien-anglais, possède une succursale à Montréal. Or, Indigo, une méga-librairie de 25 000 pieds carrés, a ouvert ses portes en décembre dernier. « Aucune librairie de petite taille, aujourd'hui, ne peut garder un stock important. Les grosses chaînes sont une réponse au problème de la croissance vertigineuse des titres », estime Robert Davies, qui voit d'assez bon œil l'ouverture d'Indigo. Cette méga-librairie ne fera pas concurrence aux petites, croit-il en effet, mais à Chapters : voilà qui devrait suffire à assurer une assez bonne diversité des titres.

Gordon Platt pense plutôt que les méga-librairies finiront par imposer leurs *desiderata* aux éditeurs. « Chapters contrôle déjà plus de 60 % des ventes au Canada anglais. Si le groupe prévient qu'il n'achètera pas tel livre, il devient pratiquement impossible de le publier. Les acheteurs de Chapters ont un pouvoir colossal. » Selon M. Platt, la multiplication des méga-librairies menace la diversité éditoriale : toutes peuvent en effet décider de bouder la poésie, par exemple. Ou privilégier les 15 000 nouveaux romans qui sortent chaque année aux États-Unis.

Nancy Marrelli, copropriétaire avec Simon Dardick de Véhicule Press, partage cet avis. Sur la quinzaine de titres publiés chaque année par la maison, il se trouve une forte proportion d'essais et de poésie — dont le premier recueil de Stefanie Bolster, *White Stone*, Prix du Gouverneur général du Conseil des Arts du Canada 1998 —, des genres qui ne font guère des best-sellers et qui, par conséquent, intéressent peu les grandes chaînes. « Le contexte est inquiétant », dit M^{me} Marrelli.

Une période effervescente

L'une des solutions aux grandes chaînes s'appelle peut-être Amazon, la plus grosse librairie Internet du monde. Robert Davies y vend ses livres. « Une entreprise comme Amazon ramassera bientôt tout le marché de ceux qui habitent loin des centres », dit l'éditeur. Et sur Internet, qui se caractérise par la souplesse, aucune librairie ne risque de contrôler la production.

À la différence de plusieurs éditeurs francophones, les Anglo-Québécois ne semblent pas considérer Internet, avec ses librairies et ses livres virtuels, comme un danger. Ceux-ci auront-ils développé une plus grande faculté d'adaptation ?

Peut-être bien. Ainsi, Véhicule — qui tient à l'orthographe française —, cette « petite entreprise familiale » comme dit Nancy Marrelli, publie depuis vingt-cinq ans des titres assez difficiles (dont des traductions d'œuvres québécoises). Mais la maison a aussi investi le très rentable



Peter
MacFarlane



Trevor
Ferguson



Hélène
Rioux

créneau des « guides », dont un *Cheap Thrills, Great Montreal Meals for Under \$ 10*. Dans un contexte où « les auteurs connus ne vont pas dans de petites maisons », cette direction éditoriale permet à Véhicule d'afficher une certaine sérénité.

« Ce n'est pas une mauvaise période pour la littérature », dira du reste M^{me} Marrelli. Même si, affirme Helen Servinis, « l'édition anglophone à Montréal, c'est d'abord une affaire de passion, ça ne peut pas être une affaire commerciale ». La littérature anglo-québécoise est en effet très vivante. Ainsi, « il n'y a jamais eu autant de lectures et d'activités », dit Claude Jacob, *columnist* et éditeur de *Prefix*, un encart littéraire diffusé par le mensuel *Hour*. Les séries de lectures se multiplient : « No Fixed Address », « Figure Heads », « Rhizom Readings », « Bard »... Plusieurs ont lieu au cabaret YAWP (le nom vient d'un poème de Walt Whitman), et « les jeunes auteurs y sont très présents », poursuit M. Jacob. Ces jeunes auteurs, ce sont notamment Anne Stone (avec un premier roman intitulé *Jack's : A Gothic Gospel*) ou le poète Bryan Sentes (*Grand Gnostic Central*), qui publie chez DC Books. La prolifération des « chapbooks » — des livres de moins de quarante-huit pages —, une spécialité de Connundrum Press, atteste aussi de la vitalité de la jeune littérature anglo-québécoise.

L'AEAQ vient en outre de créer son propre outil de diffusion : le *Montreal Review of Books*, un journal gratuit qui paraît deux fois par année et a un tirage de 80 000 exemplaires, dont 70 000 sont insérés dans le *Mirror*. *MRB*, *Hour*, *Mirror*, *The Gazette*, *The Globe and Mail*,

le *National Post* finissent par donner à la littérature anglo-québécoise « de bons supports », dit Robert Davies. On compte encore *Matrix*, une revue d'art et de littérature née en 1975. Le milieu a enfin l'avantage non négligeable de disposer également d'importants « supports » institutionnels : les universités Concordia et McGill, par exemple, ainsi que les prestigieuses McGill-Queen's University Press.

« Le centre littéraire est à Toronto, mais on peut prévoir un renversement drastique pour bientôt. Montréal risque de lui faire une vive concurrence », prévoit Claude Jacob. Pareil enthousiasme mérite sans aucun doute des bémols. D'ailleurs, le milieu en demande-t-il autant ?

Il reste que, à l'étranger, les Anglo-Québécois poursuivent le mouvement amorcé par les Canadiens anglais pendant que les francophones commencent à établir des ponts avec leur autre solitude. Et peut-être importe-t-il davantage, au bout du compte, que la littérature québécoise se reconnaisse enfin « hétérogène ».



Simon Dardick
Nancy Marrelli

Gordon
Platt

1. Titre original : *A Casual Brutality*, publié en 1988 ; traduit en français en 1992 par les Éditions Phébus.
2. Traduit aux Éditions du Boréal en 1995 sous le titre *Le marché des illusions*.
3. Sur la traduction des Canadiens anglais — et des Anglo-Québécois — voir « La revanche des écrivains canadiens » dans *Lettres québécoises*, n° 71, automne 1993, p. 11-13.



TRIPTYQUE

Tel. et téléc.: (514) 597-1666 Site Web: www.generation.net/tripty

Maxime-Olivier
MOUTIER
Risible et noir



Maxime-Olivier Moutier
RISIBLE ET NOIR
Récits, 162 p., 13 \$

«Je fais partie de ceux qui considèrent Moutier comme un écrivain majeur.»

Laurent Laplante, SRC

«De la joyeuse provocation, de la délinquance de bon goût, un cynisme bien senti, une plume qui vous tatoue et vous chatouille.»

Sylvain Houde, *Voix*

EN FORMAT POCHE

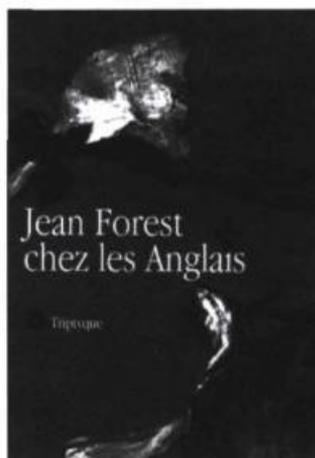
Gabrielle Pascal

Le médaillon
de nacre



Gabrielle Pascal
LE MÉDAILLON DE NACRE
Roman, 180 p., 18 \$

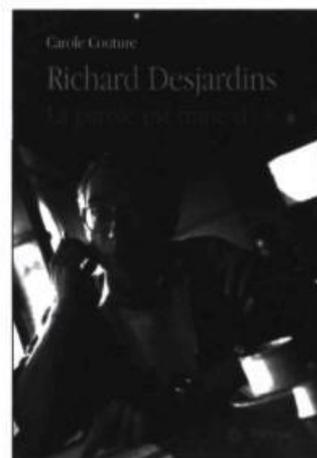
Veronique Ledoux, criminologue montréalaise, cherche à démêler les secrets d'un meurtre, celui de son amie Agathe. Cette entreprise se métamorphose en voyage initiatique quand l'enquête sur l'autre devient quête de soi.



Jean Forest
chez les Anglais

Jean Forest
JEAN FOREST CHEZ LES ANGLAIS
Récit, 168p., 18 \$

Est-il possible, quand on est né rue de la Roche à Montréal, dans un quartier farouchement francophone, à deux pas du boulevard Saint-Joseph, de prétendre avoir vu le jour chez les Anglais? Oh oui! Pourquoi pas? Le mont Royal, et donc Westmount, si orgueilleux, si insolent, n'est-il pas là, à quelques coins de rue?



Carole Couture
Richard Desjardins

Carole Couture
RICHARD DESJARDINS
La parole est mine d'or
Essai, 197p., 20 \$

La «considération poétique» qu'obtient Desjardins provient du milieu de la critique artistique et cette perception n'est pas entièrement partagée par les médias ou le public. Afin d'expliquer cette tension, l'auteure pose la question suivante : à qui s'adresse donc Desjardins?